

peut-être même, à certains égards, plus grave que jamais. Je crois que nous sommes particulièrement conscients de cette menace aujourd'hui car, comme je le signale, c'est le quarante-quatrième anniversaire de fondation de la République indépendante d'Ukraine, dont nous connaissons tous la brève et tragique histoire. Cette histoire nous fait sûrement comprendre que si le colonialisme d'outre-mer et l'impérialisme d'autrefois sont presque disparus, le genre de colonialisme que des puissances communistes à tendance impérialiste imposent en transgressant les frontières voisines pour y détruire des civilisations anciennes et subjuguier les populations de ces pays se fait maintenant peut-être plus fort et plus menaçant que jamais. Le monde ne connaîtra vraisemblablement pas de paix réelle et constructive tant que ce genre de colonialisme n'aura pas été supprimé lui aussi. Le moment venu, nous procéderons sans doute à un débat approfondi sur les affaires internationales, au cours duquel nous pourrions, notamment, chercher à comprendre pourquoi, ces quatre ou cinq dernières années, l'influence du Canada sur ces affaires a diminué au lieu d'augmenter.

L'hon. M. Green: Voilà une déclaration irréfléchie.

L'hon. M. Pearson: Si c'est là une déclaration irréfléchie, comme le prétend le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Green), je dois lui dire que de nombreux observateurs impartiaux de la scène internationale la font cette même déclaration.

Je me rends fort bien compte aussi qu'en traitant du programme annoncé dans le discours du trône, je ne suis pas sûr d'avoir affaire au programme complet ni à toutes les propositions du gouvernement, étant donné que le premier ministre a introduit dans notre constitution une nouvelle règle—qui est vraiment très discutable—et qui consiste à prononcer son propre discours du trône après que le discours officiel a été fait. Dans ce discours politique, il fait entrer des déclarations de son propre cru qui lui attireront plus d'éloges, croit-il, à lui-même et à son parti, si elles viennent de lui plutôt que d'une personne plus impartiale ou d'un rang plus élevé. Il l'a fait plus d'une fois et, pour autant que nous le sachions, il le fait peut-être encore aujourd'hui. C'est donc difficile pour nous d'amorcer un débat sur le discours du trône, vu que nous ne savons pas si le programme du gouvernement y est entièrement exposé.

Tel qu'il a été prononcé cependant, le discours n'exhorte sûrement pas les Canadiens à l'action et ne leur lance aucun appel. Il ne semble même pas annoncer des élections pour bientôt.

Le 20 janvier, le *Globe and Mail*, journal certes peu sympathique à notre parti mais qui s'est avéré le héraut par tradition du gouvernement, publiait un éditorial intitulé «Un coup de trompette incertain» où le discours du trône était qualifié d'insignifiant et de peu satisfaisant. Quel texte terne en comparaison avec la teneur et la veine du discours sur l'état de l'Union que le Président des États-Unis prononçait quelques jours auparavant et dans lequel il lançait un défi au peuple américain.

Un commentateur a comparé le programme que renferme le discours du trône à un exposé budgétaire où le gouvernement se lancerait dans une multitude de folles dépenses. Or, n'oublions pas que l'excédent des dépenses s'élèvera probablement à plus de 700 millions de dollars, cette année, que notre déficit en espèces dépassera probablement de beaucoup le milliard; n'oublions pas non plus ce que le gouvernement nous a dit, savoir que nous sommes en pleine période d'expansion et d'essor. Si nous nous lançons à corps perdu dans les dépenses, les machines à imprimer les chèques sont-elles prêtes pour du travail supplémentaire?

A cet égard, nous nous souvenons des paroles du ministre de l'Agriculture (M. Hamilton). C'est bien dommage qu'il ne soit pas ici aujourd'hui; je sais qu'il est souffrant, et j'en suis peiné. Nous lui souhaitons tous un prompt rétablissement. Toutefois, nous nous souvenons de ce qu'il disait à Saskatoon, le 29 novembre 1961, alors que je me trouvais moi-même dans cette ville. Voici comment le *Star-Phoenix*, de Saskatoon, rapporte ses paroles:

Aujourd'hui, l'honorable Alvin Hamilton, rentré de voyages qui lui ont fait faire la moitié du tour du monde pour vendre nos céréales, a dit qu'il n'y aurait pas, durant la présente année civile, de versements à l'acre. Et ce, non pas faute de fonds dans la caisse fédérale, mais, a-t-il expliqué, du fait que les machines à chèques qu'il faut pour produire les tonnes d'argent étaient affectées à d'autres tâches.

C'est ainsi que le premier ministre a pu lui-même annoncer, un peu plus tard, les versements à l'acre. On sait que telle est la façon dont procède habituellement le gouvernement. Les bonnes nouvelles viennent du premier ministre, tandis que celles qui sont désagréables viennent des autres ministres. Prenons le cas du ministre des Travaux publics (M. Walker)—je songe au Nouveau-Brunswick et à Fredericton—qui a dû prendre la parole quelques heures seulement après que le premier ministre eut parlé sans rien laisser entendre de la mauvaise nouvelle que le ministre des Travaux publics allait annoncer à propos du canal de Chignectou.